



Famille Valorisation et réglementation





BUSINESS DEVELOPER

Autres dénominations : Responsable des marchés
Responsable développement
Développeur de nouveaux marchés

SECTEUR

Toute l'industrie
Laboratoires

CODE ROME

M1707 : Stratégie commerciale

PRINCIPALES CONDITIONS D'EMPLOI ET D'EXERCICE

Interface entre l'équipe commerciale, les équipes techniques et les équipes juridiques et réglementaires. Déplacements fréquents (salons, forums, entreprises, laboratoires).

Le business developer utilise ses compétences scientifiques et commerciales au service d'actions commerciales, en orientant ou en détectant des opportunités de croissance pour l'entreprise.

Il développe les partenariats (scientifiques et techniques). Il détecte les nouveaux marchés et les clients potentiels.

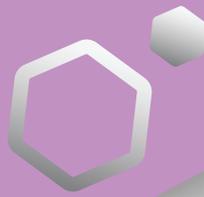
Il contribue à la stratégie marketing de l'entreprise et participe à la valorisation des activités lors de manifestations, évènements et rencontres.

CARACTÈRE STRATÉGIQUE

Métier à forte valeur stratégique, en forte évolution de compétences et en tension de recrutement : la naissance de la bioéconomie se traduit par une sursollicitation des profils dépendant de critères métiers en lien avec la valorisation et notamment ceux avec des compétences multiples.



DÉFINITION DU METIER



GRANDS DOMAINES D'ACTIVITÉS

Identification de nouveaux marchés

- Détecter, structurer et prioriser des opportunités de croissance (besoins de marché), les signaux faibles du secteur ainsi que les opportunités de partenariats, de cessions ou de rachats afin d'anticiper les évolutions du secteur ou du marché.
- Évaluer l'intérêt d'un projet de développement pour l'entreprise en coordonnant des groupes de travail pluridisciplinaires et en assurant l'interface entre les services concernés pour leur apporter des informations scientifiques, techniques et stratégiques permettant d'identifier les pistes et les investiguer.
- Assurer une veille technique, scientifique et concurrentielle en établissant des alertes sous forme de mots-clés sur des outils de navigation de recherche en ligne.

Mise en œuvre des offres commerciales

- Participer à l'élaboration des offres commerciales ou dossiers d'offres : descriptions techniques, limite de fournitures, termes commerciaux et contractuels. Participer à la mise en œuvre des partenariats, des contrats interentreprises et à la négociation des licences, en coordonnant les activités des différents services impliqués (juridiques, réglementaires, techniques).

Déploiement de l'action commerciale

- Mettre en œuvre des outils de communication et des supports à la vente en collectant, élaborant et adaptant les outils (fiches techniques, plans, guides, manuels, tarifs, base de chiffrage des offres, études de faisabilité, business plans, etc.).
- Mettre en place et gérer une base de données commerciales partagée (données marchés, clients, concurrence, réglementaire, appels d'offres) et une base de projets (projets actifs, offres, données projets et clients de la concurrence...) permettant d'identifier des clients potentiels.
- Déterminer des objectifs commerciaux et mettre en œuvre toutes démarches pour les atteindre en répondant aux appels d'offres, en prospectant et en accompagnant les commerciaux lors de salons professionnels, forums, conférences, lancements de produit, et réunions avec les prospects.

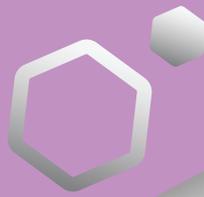
- Gérer les relations clients et assurer le SAV en répondant aux réclamations et en leur apportant des solutions afin de les fidéliser.
- Assurer la médiation entre les industriels et les chercheurs, en identifiant les besoins industriels et en cadrant la recherche scientifique du projet afin de trouver des solutions viables aux problématiques posées.

PRINCIPALES CONNAISSANCES MÉTIERS ET TECHNIQUES

- Connaissances scientifiques en biotechnologies.
- Vision globale des priorités de l'industrie des biotechnologies.
- Connaissance de l'écosystème des biotechnologies sur le territoire français et à l'international en fonction des priorités de l'entreprise/du laboratoire.
- Connaissances commerciales.
- Connaissance des principes de la communication et du marketing.
- Capacités rédactionnelles (notes de synthèse, rapports).
- Gestion et conduite de projets transversaux.
- Anglais professionnel courant (écrit, oral).

PRINCIPALES CERTIFICATIONS ET CONDITIONS POUR ACCÉDER À CE MÉTIER

- Double diplôme scientifique et commercial obligatoire.
- Master ou Ingénieur en chimie, biochimie, biotechnologies (niveau 7).
- Master en valorisation (niveau 7) ou diplômé d'une École de Commerce, de gestion ou de marketing (niveau 7).
- Poste nécessitant a minima une première expérience professionnelle dans un domaine scientifique ou commercial.



MOBILITÉS VERS ET DEPUIS LE MÉTIER STRATÉGIQUE



TENDANCES PROSPECTIVES SUR LES MÉTIERS ET COMPÉTENCES À L'HORIZON 2025-2030

◆ Court et moyen terme

Actuellement, la bioéconomie est en pleine évolution. Il convient donc pour le business developer de poursuivre la veille commerciale et scientifique permettant la conception de nouvelles stratégies de valorisation des ressources organiques et de création de nouveaux matériaux, mais également la conception et l'évaluation de chaînes de valeurs ou de systèmes.

Pour gérer le transfert de technologie (volet scientifique, technologique, juridique et économique), il doit renforcer ses compétences et sa capacité à travailler en transversal.

◆ Moyen et long terme

Le métavers devrait prendre de plus en plus d'importance et la digitalisation pourra être totale. Le business developer doit pouvoir communiquer et apporter une médiation sur des salons virtuels, le développement de ses capacités à utiliser la digitalisation devient une priorité (la gestuelle) afin d'être à jour sur les technologies modérées.





CHARGÉ D'AFFAIRES RÉGLEMENTATION PRODUITS

Autres dénominations : Responsable réglementation
Responsable des affaires réglementaires
Chargé de la veille législative et réglementaire

SECTEUR

Toute l'industrie
Laboratoires

CODE ROME

H1102 : Management et ingénierie
d'affaires.

PRINCIPALES CONDITIONS D'EMPLOI ET D'EXERCICE

Collaboration et interaction dans un environnement scientifique et pluridisciplinaire. Travail avec plusieurs services du secteur.

DÉFINITION DU METIER

Le chargé d'affaires réglementa- tion produits est un spécialiste technique du domaine d'intervention de son entreprise : il possède une triple compétence technique (chimie, biologie, pharmacologie, toxicologie ou écotoxicologie), juridique et de gestion administrative.

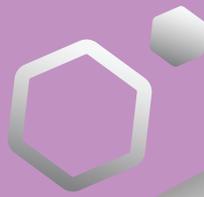
Il assure la conformité des produits de l'entreprise à la réglementation, le dépôt et le suivi du dossier auprès des autorités administratives et garantit l'application de la réglementation pour le développement, la mise sur le marché et la distribution des produits issus des biotechnologies.

Il assure la recevabilité réglementaire des nouveaux projets, conseille les services de l'entreprise sur les aspects réglementaires, contrôle la conformité des documents promotionnels et assure une veille réglementaire et scientifique.

CARACTÈRE STRATÉGIQUE

Métier à forte valeur stratégique et en émergence. Quasi absence de tension de recrutement. Ce métier est encore très rare dans les entreprises de la filière, car elles font souvent appel à des cabinets de conseil spécialisés. Cependant, la tension sera possiblement plus forte dans les années à venir avec l'évolution de la réglementation européenne et notamment la nécessité de constituer des dossiers de conformité sur les biocides.





GRANDS DOMAINES D'ACTIVITÉS

Gestion de la qualité réglementaire

- Assurer la coordination des dossiers réglementaires.
- Rédiger la partie administrative des procédures d'enregistrement ou des déclarations en France et dans les pays d'exportation.
- Suivre les demandes, apporter les réponses aux questions administratives et recueillir les compléments d'information.
- Suivre les demandes en cours d'instruction et des dossiers d'enregistrement à l'export.
- Élaborer, valider et diffuser des textes relatifs aux articles de conditionnement et à l'information produit.
- Préparer et soumettre aux autorités compétentes des demandes réglementaires et scientifiques.
- Rédiger des rapports sur la sécurité des produits.
- Contrôler la conformité réglementaire et le dépôt de dossiers de marquage CE (garantir la conformité du produit avec toutes les exigences applicables à l'échelle de l'UE ; constituer un dossier technique prouvant la conformité du produit : en savoir plus sur la documentation technique ; rédiger et signer une déclaration de conformité UE.).
- Analyser et évaluer des risques liés aux produits.

Mise en œuvre de la stratégie et veille des activités réglementaires

- Conseiller et assister les services R&D et laboratoire, production, QHSSE, ventes, etc. sur les aspects réglementaires.
- Assurer une veille réglementaire et scientifique au niveau national, européen et international.
- Organiser et planifier les affaires réglementaires.
- Rédiger les procédures inhérentes à l'activité réglementaire.
- Gérer et alimenter des bases de données réglementaires.

Activité promotionnelle

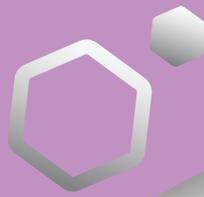
- Apporter son conseil sur la communication des produits cosmétiques ou alimentaires et contrôler les éléments promotionnels.
- Déposer et suivre des dossiers de demande de visa de publicité auprès des autorités compétentes.

PRINCIPALES CONNAISSANCES MÉTIERS ET TECHNIQUES

- Vision globale des priorités de l'industrie des biotechnologies.
- Compréhension des concepts techniques intégrés dans les dossiers (chimie, toxicologie, écotoxicologie, biologie...) en lien avec les produits de l'entreprise.
- Connaissance des acteurs et des processus réglementaires (français, européens, internationaux).
- Connaissance approfondie des réglementations, normes et autres exigences applicables (standards HSE, code du travail, code de l'environnement, spécificités des réglementations liées au milieu des biotechnologies), des marchés spécifiques du biosourcé, en lien avec les politiques publiques.
- Connaissance de la législation, du droit en pré et post-autorisations (compléments alimentaires, cosmétiques, biocides, tests diagnostics, REACH, produits pharmaceutiques).
- Marquage CE, substances contrôlées.
- Assurance et contrôle qualité, biosécurité.
- Grille de lecture des enjeux liés à son périmètre de responsabilité ou de direction.
- Capacités rédactionnelles (notes de synthèse, rapports).
- Gestion et conduite de projets transversaux.
- Anglais professionnel courant (textes réglementaires, dossiers rédigés en anglais...).

PRINCIPALES CERTIFICATIONS ET CONDITIONS POUR ACCÉDER À CE MÉTIER

- Doctorat avec une spécialisation en chimie, biologie, toxicologie, pharmacologie, écotoxicologie ou double diplôme chimie-toxicologie (niveau 8).
- Ingénieur ou Master en chimie, biologie, toxicologie, pharmacologie, écotoxicologie ou double diplôme chimie-toxicologie (niveau 7).
- Une formation juridique n'est pas exigée au moment du recrutement. Les entreprises forment les débutants aux compétences juridiques attendues et de montage de dossiers dans des parcours d'intégration.



MOBILITÉS VERS ET DEPUIS LE MÉTIER STRATÉGIQUE



TENDANCES PROSPECTIVES SUR LES MÉTIERS ET COMPÉTENCES À L'HORIZON 2025-2030

◆ Court terme

Le secteur des industries de la bioéconomie est fortement marqué par l'évolution du cadre réglementaire de mise sur le marché des produits des industries biotechnologiques. Ce renforcement a accru les enjeux et les activités de préparation et de suivi des projets industriels pour assurer leur conformité réglementaire. Pour cette raison, le métier est devenu plus stratégique et le Chargé d'affaires réglementaires agit comme conseiller aux services (R&D et laboratoire) en amont du processus d'enregistrement des brevets ou de mise sur le marché, mais aussi en aval pour la promotion (notamment des cosmétiques). Les interactions sont nationales, européennes et internationales, par exemple pour la réglementation de la matériovigilance.

◆ Moyen terme

La réglementation européenne introduite en 2015 se poursuivra et imposera des dépôts de dossiers de conformité sur les substances largement utilisées (biocides). Avec l'approche des deadlines de dépôt, le besoin de compétences pour traiter ces dossiers seront croissants. Il s'agit de compétences doubles, techniques et scientifiques d'une part (chimie, toxicologie, environnement...) puis juridiques et de gestion administrative des dossiers d'autre part.





CHARGÉ D'AFFAIRES EN VALORISATION FINANCIÈRE

Autres dénominations : Chargé d'affaires à l'entrepreneuriat
Chargé d'affaires en évaluation financière
Chargé d'affaires

SECTEUR

Toute l'industrie
Laboratoires

CODE ROME

H1102 : Management et ingénierie d'affaires.

PRINCIPALES CONDITIONS D'EMPLOI ET D'EXERCICE

Situé au sein d'une équipe transversale de valorisation de la recherche (business developer, responsable de partenariats, ingénieur brevet, responsable de propriété intellectuelle...).
Activité en lien avec plusieurs secteurs dont notamment la R&D.
Fréquents déplacements.

DÉFINITION DU METIER

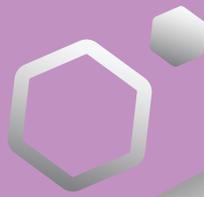
Le chargé d'affaires en valorisation contribue à détecter des propriétés intellectuelles valorisables au sein d'une équipe de R&D d'une entreprise ou d'un laboratoire public ou privé.

Il apporte son conseil et son expertise aux acteurs de la recherche dans l'ingénierie administrative et financière afin de rendre les résultats de cette dernière accessibles aux sociétés d'investissement. Il assure la fiabilisation financière du projet de développement.

CARACTÈRE STRATÉGIQUE

Métier en émergence, les besoins sont limités et les profils relativement rares.





GRANDS DOMAINES D'ACTIVITÉS

Détection de projets à potentiel de maturation ou de création de start-up

- Détecter les opportunités de partenariats, de cessions ou de rachats potentiels en lien avec les autres acteurs de la valorisation de l'entreprise ou du laboratoire afin d'anticiper la valorisation de la recherche et de l'innovation.
- Conseiller les chercheurs sur les aspects financiers dans le domaine de la valorisation de la recherche dans le respect de la politique de l'établissement ou du laboratoire.
- Évaluer la valeur financière potentielle de l'invention, en élaborant des études comparatives et en apportant son expertise et ses conseils sur les investissements, les partenariats, la participation dans des start-up, le dépôt de brevets, de licences et en mesurant les risques juridiques comme financiers.
- Participer aux sourcings et à la sélection des start-up en fonction de leur viabilité financière. Évaluer les participations financières de l'entreprise ou du laboratoire dans les startups à l'aide de méthodes d'évaluation appropriées.
- Proposer les voies de valorisation les plus appropriées au regard du rendement financier.
- Assurer une veille juridique sur les réglementations en vigueur et sur les dispositifs d'aide au financement de la recherche publique et privée.
- Identifier les nouveaux appels à projets (AAP) publiés par les agences françaises, européennes et internationales de financement.

Ingénierie financière et administrative des projets d'innovation ou de recherche

- Identifier toutes sources de financement privé ou public à tous niveaux (subventions, financements, mécénat, partenariats) permettant de favoriser le développement industriel de l'invention.
- Participer au montage des projets par l'apport d'une ingénierie financière en établissant les budgets d'investissement en recherche et développement dans le cadre des demandes de subventions/ financements/ collaborations.
- Valoriser la participation financière des différents acteurs et des budgets et mettre en place des schémas de transferts.
- Participer à des sessions d'information auprès des financeurs institutionnels (Europe, ANR...).
- Évaluer l'intérêt de protection d'une innovation en apportant une stratégie financière, scientifique et juridique.
- Mettre en œuvre des partenariats ou des contrats interentreprises en négociant les licences et accords de participation et en participant à la rédaction juridique des accords financiers des contrats et avenants.
- Développer le soutien à la prématuration/maturation de projets en lien avec les différentes sources de financement et suivre les programmes de financement des start-up (fonds d'amorçage, fonds d'innovation...).

- Assurer une relation étroite entre l'entreprise, le laboratoire et les financeurs administratifs et les potentiels (achats marchés, RH, services financiers, directions fonctionnelles).
- Positionner l'invention sur le marché en élaborant, encadrant et qualifiant des études de marché sur le domaine d'application et en le protégeant au niveau de la propriété intellectuelle pour l'apport de précisions contractuelles stratégiques au service juridique ou d'ingénierie de dépôt de brevet (transferts, collaborations, futurs contrats, licences...).
- Construire les phases du projet (gestion, risques, exécution, suivi du projet et post suivi de projet) et assurer que celui-ci avance en adéquation avec les objectifs spécifiques des financeurs.

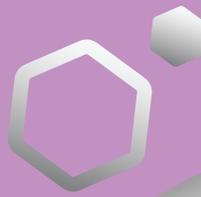
PRINCIPALES CONNAISSANCES MÉTIERS ET TECHNIQUES

- Vision globale des priorités de l'industrie des biotechnologies.
- Connaissance de l'organisation et du fonctionnement du monde académique, de la recherche et de l'innovation : rôle des principaux acteurs régionaux, nationaux et internationaux.
- Connaissances en négociation.
- Connaissance de l'ingénierie financière et des sources de financement de la recherche et de l'innovation.
- Connaissances comptables et budgétaires.
- Connaissance des business models.
- Connaissance des méthodes de modélisation, d'évaluation et d'indicateurs.
- Connaissance des aspects juridiques et contractuels liés à la recherche publique et privée, dont les enjeux et risques financiers (contrats, droit de la propriété intellectuelle).
- Connaissance du transfert des technologies.
- Connaissance de l'étude comparative, de l'analyse de données financières historiques et prévisionnelles.
- Connaissance de l'aide à la décision.
- Capacités rédactionnelles (notes, synthèses, rapports).
- Gestion et conduite de projets transversaux.
- Anglais professionnel courant (écrit, oral).

PRINCIPALES CERTIFICATIONS ET CONDITIONS POUR ACCÉDER À CE MÉTIER

Double diplôme obligatoire :

- Doctorat en chimie, biochimie, biotechnologies (niveau 8) ou Master ou Ingénieur en chimie, biochimie, biotechnologies (niveau 7) complété par une formation en management de l'innovation, par exemple les Masters spécialisés (management de l'innovation...) (niveau 7) ou équivalent et/ou d'un Master d'Ecole de commerce (niveau 7).
- Expérience professionnelle attendue de quelques années (3-5 ans) dans les domaines du business development, de la finance et du développement industriel sur un volet R&D en lien avec la bioéconomie.



MOBILITÉS VERS ET DEPUIS LE MÉTIER STRATÉGIQUE



TENDANCES PROSPECTIVES SUR LES MÉTIERS ET COMPÉTENCES À L'HORIZON 2025-2030

◆ Court et moyen terme

Le métier de chargé d'affaires en valorisation est un métier en émergence. Il vient en complément des autres métiers plus traditionnels en lien avec la valorisation de la recherche (ingénieur brevet, responsable de la propriété intellectuelle, responsable des partenariats/ingénierie de l'innovation, business developer) qui sont en charge de la recherche de prospects, de partenaires, de l'établissement des contrats et de protection intellectuelle, chacun dans un objectif d'apport de compétences ou de prestations de service aux chercheurs ou ingénieurs R&D.

Le Chargé d'affaires en valorisation fait le lien entre la science, la finance, le marketing, la gestion de la PI et la gestion de projets dans un objectif de fiabilisation économique de la recherche.

Ce métier a un potentiel de développement à court et moyen terme.

Aujourd'hui il est présent dans le monde de la recherche publique en France, l'État français a en effet pour objectif de valoriser la recherche en France. Au niveau international, il apparaît également dans de très grandes entreprises (USA et Allemagne), voire dans des cabinets de conseil spécialisés.

Certaines entreprises industrielles ou start-up n'arrivent pas toujours facilement à se saisir des résultats de la recherche : beaucoup travaillent au niveau de la recherche fondamentale et non applicative. Certains ne maîtrisent pas toujours les compétences pour identifier les inventions « fiables » économiquement dans un contexte industriel.

La compétence de fiabilisation économique de la recherche passe par l'identification et la recherche des risques. Cette compétence de fiabilisation couvre de vastes domaines de compétences : scientifiques et financières, mais aussi en lien avec les études de marché (recherche de débouchés, de qualité attendue, de contraintes : (approvisionnement) de protection, de fixation de prix de vente), la définition du « produit » à vendre et sa validation technique ainsi que la fiabilité financière/économique (rendement potentiel, attractivité sur le marché...) et la capacité d'établissement d'un plan de financement (identification financeurs/financement).

◆ Long terme

Les laboratoires et les industriels vont à l'avenir avoir un plus grand besoin de compétences en lien avec cette fiabilisation financière afin de faire des choix avisés au moment du passage de la recherche fondamentale à l'étape d'industrialisation.

Il est possible que ce métier se développe au travers de chaires industrielles, d'instituts au niveau d'un territoire permettant de s'agréger entre acteurs d'une région, avant de trouver sa place à long terme au sein des équipes propres des entreprises industrielles.





INGÉNIEUR BREVET

Autres dénominations : Responsable portefeuille de brevets
Ingénieur en propriété intellectuelle
Conseiller en propriété industrielle
Consultant en propriété industrielle

SECTEUR

Industries ou laboratoires
mettant en œuvre
des procédés
de bioproduction

CODE ROME

H1206 : Management et ingénierie
études, recherche et développement
industriel.

PRINCIPALES CONDITIONS D'EMPLOI ET D'EXERCICE

Collaboration et interaction dans un environnement scientifique et pluridisciplinaire. Conseiller est une profession réglementée, en cabinet l'Ingénieur Brevet est ainsi toujours supervisé par un mandataire. Le métier s'exerce en entreprise, en structure publique ou en cabinet de conseil.

L'ingénieur brevet gère les activités de propriété intellectuelle concernant les inventions et la mise en place de brevets.

Il établit la stratégie de protection au regard du business plan de l'entreprise/du laboratoire.

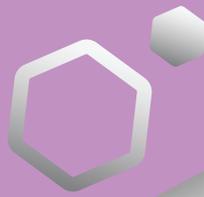
Il administre le portefeuille de brevets existants et anticipe les risques et les opportunités de développement de la propriété intellectuelle en lien avec un cabinet spécialisé en propriété.

CARACTÈRE STRATÉGIQUE

Métier en forte tension de recrutement pour les compétences en mécanique et en tension moyenne, pour les compétences en biotechnologie/chimie. Les salariés sont fortement chassés par les recruteurs.



DÉFINITION DU METIER



GRANDS DOMAINES D'ACTIVITÉS

Gestion des demandes de brevet

- Élaborer les études de brevetabilité et de faisabilité (caractéristiques de l'innovation et de champs d'intervention du produit développé) en se basant sur les documentations techniques du produit et les descriptifs scientifiques des chercheurs de l'entreprise afin d'évaluer la pertinence de la proposition d'innovation et sa protection.
- Étudier les libertés d'exploitation pour vérifier que le brevet pourra être exploité sans entraves, évaluer les risques d'exploitation ou identifier les pistes de négociation de licences croisées.
- Effectuer les études d'antériorité et de liberté d'exploitation en vérifiant l'existence préalable de brevets liés à l'innovation développée et les éventuelles protections pouvant empêcher l'exploitation d'un produit ou procédé.
- Analyser la législation, la réglementation et la jurisprudence concernant la propriété intellectuelle spécifique au domaine concerné.
- Rédiger ou superviser la rédaction des demandes de brevet.
- Établir et assurer une veille des brevets au niveau national, européen et international pour s'informer des demandes de dépôts de brevets ou des évolutions technologiques des concurrents permettant au regard du business plan de conseiller la protection d'une zone géographique particulière ou déposer un PCT (Traité de coopération en matière de brevets).

Gestion du portefeuille brevets

- Représenter l'entreprise en coordination avec les cabinets de conseil en propriété intellectuelle auprès de bureaux et offices nationaux et internationaux dans un objectif de défense des intérêts de l'entreprise et pour répondre à ses demandes techniques.
- Participer à la constitution de dossiers juridiques d'attaque ou de défense selon les cas et coordonner le déroulement du contentieux (oppositions, actions en contrefaçon, négociation de licences croisées...)
- Conseiller sur les actions ayant des implications juridiques en terme de brevets, notamment le maintien et les extensions. Développer le potentiel commercial du portefeuille d'innovation de l'entreprise selon son business plan.

- Négocier des droits de propriété intellectuelle avec des partenaires, en défendant l'intérêt stratégique de l'entreprise.

Anticipation des risques et des opportunités de développement de la propriété intellectuelle

- Sensibiliser les équipes R&D aux enjeux relatifs à la propriété intellectuelle afin d'anticiper les risques et les opportunités et permettre d'introduire les adaptations nécessaires dans le process d'innovation de la société.

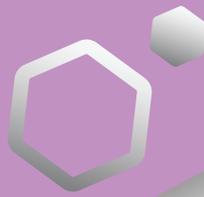
PRINCIPALES CONNAISSANCES MÉTIERS ET TECHNIQUES

- Vision globale des priorités de l'industrie des biotechnologies.
- Connaissance des outils de veille réglementaire et économique des brevets (bases de données spécifiques au dépôt de brevets, logiciels spécifiques pour les brevets...).
- Connaissance scientifique du sujet lié au domaine d'intervention de l'entreprise.
- Connaissance des prescriptions et processus réglementaires nationaux, européens et internationaux relatifs au droit de la propriété intellectuelle.
- Connaissance des acteurs de la réglementation liée aux brevets (français, européens, internationaux).
- Capacités rédactionnelles (brevets...).
- Gestion et conduite de projets transversaux.
- Notion de négociation commerciale.
- Anglais professionnel courant (écrit, oral), voire allemand professionnel.

PRINCIPALES CERTIFICATIONS ET CONDITIONS POUR ACCÉDER À CE MÉTIER

Double diplôme obligatoire :

- DU en brevets d'invention (CEIPI) (niveau 8) ou Master en droit de la propriété intellectuelle (niveau 7) et Master ou Ingénieur en biotechnologie ou en chimie (niveau 7).
- En cabinet de conseil, ce métier est accessible aux jeunes diplômés Ingénieur/Master scientifiques, complété par une première expérience avec une formation CEIPI accélérée.



MOBILITÉS VERS ET DEPUIS LE MÉTIER STRATÉGIQUE



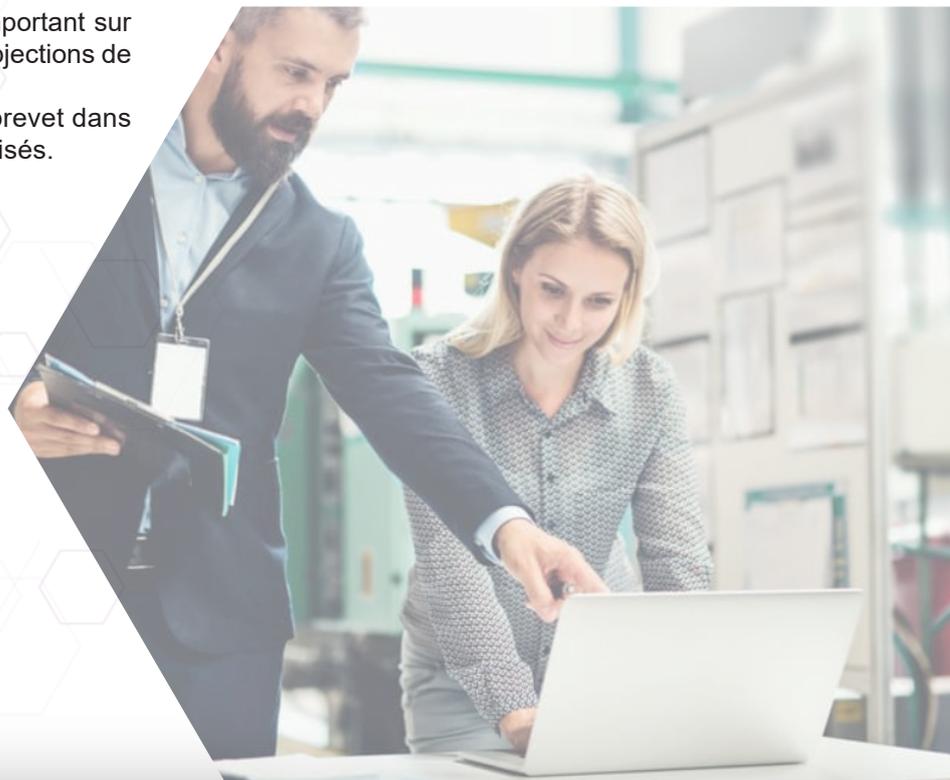
TENDANCES PROSPECTIVES SUR LES MÉTIERS ET COMPÉTENCES À L'HORIZON 2025-2030

◆ Court et moyen terme

La fuite de propriété intellectuelle nécessite un renforcement de la politique interne et externe de la valorisation. Il s'agit de valoriser une technologie, une compétence, un produit ou des résultats de recherche obtenus par des chercheurs en le transférant vers les acteurs économiques susceptibles de les optimiser et de les rendre accessibles aux utilisateurs. Dans cette chaîne de valorisation, les brevets continueront à avoir un rôle central.

Les outils automatiques d'accompagnement permettront aux ingénieurs brevet d'optimiser leur temps de travail en diminuant le temps passé sur des tâches plus administratives (de type gestion des délais, des dates, de la facturation) et de pouvoir dégager un temps plus important sur la protection large et efficace au regard des objections de l'examineur dans les offices.

Il sera nécessaire de former les Ingénieurs brevet dans l'utilisation de ces nouveaux logiciels spécialisés.





RESPONSABLE DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Autres dénominations : Ingénieur de propriété intellectuelle
Responsable et de propriété intellectuelle
Consultant en propriété intellectuelle
Juriste en propriété intellectuelle

SECTEUR

Toute industrie

CODE ROME

H1206 : Management et ingénierie études, recherche et développement industriel.

K1903 : Défense et conseil juridique.

PRINCIPALES CONDITIONS D'EMPLOI ET D'EXERCICE

Collaboration et interaction dans un environnement scientifique et pluridisciplinaire.

Travail en lien avec plusieurs services de l'entreprise : financier, RH. Un travail peut être mené avec un cabinet spécialisé en brevets.

Le responsable de propriété intellectuelle gère les activités de propriété intellectuelle en amont (négociation des contrats, modalités intellectuelles, rédaction des contrats) et en aval (gestion des marques, des dessins et modèles industriels, ainsi que les indications géographiques) de l'invention.

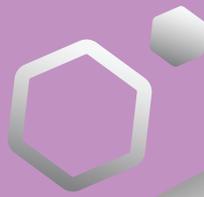
Il administre le portefeuille de brevets existants (paiement/renouvellement) et anticipe les risques et les opportunités de développement de la propriété intellectuelle.

CARACTÈRE STRATÉGIQUE

Métier à forte valeur stratégique et en tension de recrutement, en particulier dans le public (plus d'offres que de demandes), forte concurrence public/privé.



DÉFINITION DU METIER



GRANDS DOMAINES D'ACTIVITÉS

Négociation et rédaction des contrats

- Négocier les termes de l'exploitation des contrats (licences, cessions, gestion de droits, copropriétés, collaboration de recherche et/ou développement, prestation, maturation, reversement, etc.) lors de transferts ou de développement de technologies, en intégrant la prise en compte du retour financier (royalties, cash libérateurs...) ainsi que les aspects juridiques et économiques afin de défendre l'intérêt stratégique de l'entreprise ou du laboratoire.
- Rédiger les accords ou contrats entre partenaires (publics, privés...) en prenant en compte les dispositifs de financement existants.
- Mettre en place les transferts de la propriété intellectuelle vers des partenaires industriels (licences, cessions, créations de start-up) afin de développer les travaux de recherche du laboratoire ou de l'entreprise.
- Aider au montage de dossiers de prise de participation de l'entreprise ou du laboratoire dans des startups.
- Rédiger et mettre en place des accords de consortium multipartenaires en anticipant les problématiques liées à la vie de l'accord.

Variante : uniquement en entreprises (hors laboratoires publics)

- Prendre en charge la gestion des dispositifs de type Crédit Impôt Recherche (CIR).

Anticipation des risques et des opportunités de développement de la propriété intellectuelle

- Conseiller les chercheurs dans le domaine des contrats, sensibiliser et accompagner les équipes R&D aux enjeux relatifs à la propriété intellectuelle afin d'anticiper les risques et les opportunités et permettre d'introduire les adaptations nécessaires dans le process d'innovation de l'entreprise ou du laboratoire.
- Effectuer un suivi régulier de veille juridique en lien avec la recherche et la propriété intellectuelle.

Gestion du portefeuille des contrats, brevets et marques

- Choisir le territoire sur lequel protéger une innovation brevetable.
- Suivre l'avancement administratif d'un dépôt de brevet.
- Gérer le portefeuille brevet en identifiant les brevets actifs et non actifs, permettant de conclure sur la pertinence de renouvellement (stratégie, coût, rendement).
- Participer à la constitution de dossiers juridiques d'attaque ou de défense selon les cas et coordonner le déroulement du contentieux.
- Gérer administrativement la vie des contrats : renouvellement de licences, insérer des clauses pour donner suite à un changement de partenaires ou à un événement en lien avec les inventeurs, copropriétaires et cabinets de conseils en PI.

- Conseiller sur les actions ayant des implications juridiques selon son domaine de compétences.

Variante : un lien avec un chargé d'affaires en valorisation ou business developer.

- Développer le potentiel commercial du portefeuille d'innovation de l'entreprise.

Variante : uniquement en entreprises (hors laboratoires publics).

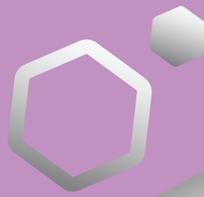
- Protéger les marques en assurant le dépôt de celles-ci auprès de l'office de l'Union Européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO) ou l'Institut National de la Propriété Intellectuelle (INPI).

PRINCIPALES CONNAISSANCES MÉTIERS ET TECHNIQUES

- Vision globale des priorités de l'industrie des biotechnologies.
- Connaissance des prescriptions et processus réglementaires nationaux, européens et internationaux relatifs au droit de la propriété intellectuelle.
- Connaissance des acteurs de la réglementation liée aux brevets (français, européens, internationaux).
- Connaissance des méthodes de conseil et d'aide à la décision.
- Grille de lecture des enjeux liés à son périmètre de responsabilité ou de direction.
- Capacités rédactionnelles (contrats, licences).
- Gestion et conduite de projets transversaux.
- Connaissance des principes de négociation commerciale.
- Anglais professionnel courant (écrit, oral) ou autre langue selon le domaine d'intervention de l'entreprise.

PRINCIPALES CERTIFICATIONS ET CONDITIONS POUR ACCÉDER À CE MÉTIER

- Master en droit de la propriété intellectuelle (niveau 7) et idéalement une double compétence avec une formation supérieure en biotechnologie de type Master ou Ingénieur en biotechnologie (niveau 7).
- Le métier de conseil est une profession réglementée.
 - Le métier est accessible après une première expérience en entreprise.
 - Accessible aux jeunes diplômés si stage en gestion des contrats.



MOBILITÉS VERS ET DEPUIS LE MÉTIER STRATÉGIQUE



TENDANCES PROSPECTIVES SUR LES MÉTIERS ET COMPÉTENCES À L'HORIZON 2025-2030

● Court terme

La capacité à rédiger un contrat n'est pas suffisante pour ce métier. Il faut avoir une curiosité scientifique, une vision globale de l'entreprise et en comprendre les enjeux biotechnologiques.

Le rôle du responsable de propriété intellectuelle est plus large que l'apport des compétences juridiques. Il doit apporter un conseil afin de déterminer le meilleur choix pour l'entreprise ou pour le laboratoire. Il doit maîtriser les compétences d'analyse, de conseil/consulting et d'aide à la décision. Il doit notamment être capable d'intégrer les visions stratégique, économique ou financière dans le cadre du conseil juridique.

● Moyen et long terme

Des projets et des enjeux de plus en plus politiques (financements, stratégies de développement, positionnement des laboratoires, indicateurs internationaux, rendement...) à prendre en compte dans l'étude d'opportunité de valorisation d'une invention brevetable.

Ainsi les responsables de propriété intellectuelle devraient à moyen terme avoir des notions de la gestion de la valorisation de la recherche.





RESPONSABLE DES PARTENARIATS

Autres dénominations : Chargé de valorisation de la recherche
Chargé d'affaires
Chargé de projets européens
Manager de projets européens

SECTEUR

Toute l'industrie
Laboratoires

CODE ROME

H1206 : Management et ingénierie études, recherche et développement industriel.

H1102 : Management et ingénierie d'affaires.

PRINCIPALES CONDITIONS D'EMPLOI ET D'EXERCICE

Un métier nécessitant de travailler en équipe et en transversal. Il requiert des déplacements fréquents au niveau national voire international lors de congrès, événements de programmes ou en transversalité (rendez-vous d'affaires).

Le responsable de partenariats contribue à la réussite des projets de R&D en identifiant et en contractualisant avec des acteurs de recherche externes (public ou privé ; régionaux, nationaux ou internationaux). Il met en contact les équipes de recherche et participe à l'initiation et/ou au développement des projets.

Il définit un plan de communication (interne et externe) pour valoriser les partenariats et la recherche de sa structure.

Il assure une veille sur les programmes de recherche et les appels à projets (régionaux et nationaux) et vérifie leur pertinence au regard des enjeux de sa structure. Il recherche des partenaires et assure le dépôt du dossier et le suivi administratif et financier tout au long de la vie du projet.

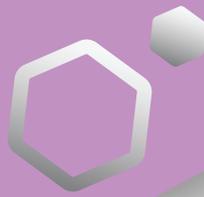
Variante : Le responsable de projets européens assure les mêmes missions sur les programmes et appels à projet mais à l'échelle européenne.

CARACTÈRE STRATÉGIQUE

Métier à forte valeur stratégique et en tension moyenne de recrutement.



DÉFINITION DU METIER



GRANDS DOMAINES D'ACTIVITÉS

Identification et mise en place des partenariats de R&D

- Analyser un projet de recherche et le besoin d'expertise financière de l'équipe de recherche de l'entreprise.
- Identifier les partenaires à même de répondre aux besoins identifiés.
- Arbitrer sur les partenaires à partir d'un ensemble de critères (excellence scientifique, prestige des laboratoires, apports matériels et/ou financiers).
- Donner une direction marketing à un projet scientifique.
- Organiser la mise en contact des différents acteurs et partenaires internes et externes.
- Contractualisation des partenariats en lien avec les services juridiques de l'entreprise et les services de commercialisation/marketing.
- Assurer le suivi du bon déroulement du partenariat en cours.

Variante :

- Suivre l'administration des projets européens (justification financière, coordination, établissement de bilans).

Valorisation des partenariats

- Valoriser les partenariats de recherche en interne et externe en définissant et en déployant un plan de communication (réseaux sociaux, site internet, articles de presse, photos...).
- Représenter l'entreprise pour exposer et défendre le projet de recherche en interne et vis-à-vis des acteurs externes.

Variante :

- Gérer une équipe de communication dédiée à la mission de recherche de partenariats et de valorisation.

PRINCIPALES CONNAISSANCES MÉTIERS ET TECHNIQUES

- Connaissance des acteurs et des réseaux de recherche dans la bioéconomie, les biotechnologies et la chimie verte et du monde académique (enseignement supérieur français).
- Vision globale de la recherche de l'industrie des biotechnologies.
- Connaissance des outils de veille réglementaire et économique, de la propriété intellectuelle et des brevets (bases de données spécifiques au dépôt de brevets).
- Connaissances scientifiques de la recherche liée au domaine d'intervention de l'entreprise, veille permanente sur les avancées technologiques (congrès, newsletters, lien avec les pôles de compétitivité).
- Connaissance des prescriptions et processus réglementaires nationaux, européens et internationaux relatifs au droit de la propriété intellectuelle.

Connaissance des acteurs de la réglementation liée aux brevets (français, européens, internationaux) et des partenariats

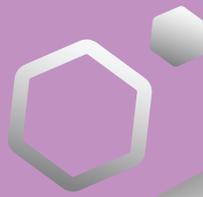
- Connaissance des sources privées et publiques de financement de la recherche.
- Connaissance de la contractualisation dans la recherche.
- Grille de lecture des enjeux liés à son périmètre de responsabilité ou de direction.
- Capacités rédactionnelles (synthèses, rapports, documents de promotion/communication, contrats).
- Gestion et conduite de projets transversaux.
- Connaissance des principes de négociation commerciale.
- Connaissances en économie et en comptabilité.
- Notions de la passation des marchés publics.
- Connaissance des programmes majeurs de la recherche (régionaux, nationaux).
- Anglais professionnel courant (écrit, oral) voire d'autres langues.

Variante :

- Connaissance des programmes majeurs européens de la recherche.

PRINCIPALES CERTIFICATIONS ET CONDITIONS POUR ACCÉDER À CE MÉTIER

- Master ou Ingénieur en chimie, biochimie, biotechnologies (niveau 7).
- Master en projets européens (niveau 7) qui pourrait être complété par une formation scientifique.
- Expérience professionnelle nécessaire dans les domaines du business development, de la valorisation, de la R&D ou du marketing stratégique.
- Les jeunes diplômés sont acceptés dès lors qu'ils disposent d'un double diplôme (science/commerce, gestion de projets).



MOBILITÉS VERS ET DEPUIS LE MÉTIER STRATÉGIQUE

Business developer
Ingénieur responsable R&D
Chercheur en biotechnologies
Commercial



Responsable des
partenariats



Responsable du département
valorisation d'un laboratoire
Directeur de la valorisation et de
l'innovation d'une entreprise
Directeur d'un département
business development
Responsable d'une cellule
de projets européens
Directeur des relations internationales
ou européennes dans
le monde universitaire

TENDANCES PROSPECTIVES SUR LES MÉTIERS ET COMPÉTENCES À L'HORIZON 2025-2030

◆ Court terme

Le responsable de partenariats doit être capable de participer à la stratégie du laboratoire ou de l'entreprise : acquérir une vision macroscopique. Cela se traduit par la capacité à comprendre les enjeux et les lier aux choix des partenaires de recherche ou aux partenaires financiers. Pour cela il convient de renforcer les compétences en entrepreneuriat, en sciences, en économie et en stratégie d'entreprise. Les compétences en propriété intellectuelle sont également très importantes à développer.

◆ Moyen et long terme

Le contexte réglementaire du développement durable est très favorable au développement des produits de substitution, cela se manifeste par un besoin accru de partenariats pour les établissements. Des entreprises actuellement issues de la chimie traditionnelle pourraient évoluer vers les biotechnologies. Cela peut se traduire par un accroissement des partenariats avec les start-up.

Les partenariats avec les start-up pourraient se développer dans ce contexte et prendre davantage un caractère de prise de participation financière qu'un partenariat de recherche scientifique. En conséquence, un responsable de partenariats devra maîtriser tout les aspects financiers et de conseils.

Variante pour les projets européens : une double compétence (scientifique et gestion de projet), voire une compétence en droit européen est attendue.

